

Duplicata

GREFFE  
DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE DIJON

R E C E P I S S E D E D E P O T

BP 69

21072 DIJON CEDEX

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS REGISTRE DU COMMERCE - FAILLITES

BILANS : MINITEL 08.36.29.11.22.

**BUET DOMINIQUE**

20 AVENUE DE LA PREMIERE ARMEE FRANCAISE

**21000 DIJON**

V/REF :

N/REF : 80 B 24 / A-429

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON CERTIFIE  
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 16/02/2000, SOUS LE NUMERO A-429,

ACTE S.S.P. EN DATE DU 24/01/2000

P.V. D'ASSEMBLEE DU 25/01/2000

STATUTS MIS A JOUR

CESSION DE PARTS

... CONCERNANT LA SOCIETE

SOCIETE DE REFINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION

STE A RESPONSABILITE LIMITEE

18 BD DE BROSSES

"ELYSEE DE BROSSES"

21000 DIJON

R.C.S DIJON 317 784 361 (80 B 24)

LE GREFFIER



80 B 24

Déposé au Greffe du Tribunal  
de Commerce de Dijon

~~le 4-6-FEV-2000~~ us le n° A 629

## CESSION DE PARTS SOCIALES

### Les soussignés

**Monsieur Hubert ROUY**

Né le 30 août 1947 à DIJON (21)

De nationalité Française

Demeurant 29 Rue de la Préfecture – 21000 DIJON

Marié à Madame Geneviève MOLLERAT DU JEU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître REGENT, Notaire Associé à PARIS, le 7 décembre 1976, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de PARIS 7<sup>ème</sup> le 22 décembre 1976.

ci-après dénommé "le CEDANT"

D'UNE PART

**ET**

**Madame Geneviève ROUY**

Née MOLLERAT DU JEU le 2 novembre 1952

De nationalité Française

Demeurant 29 Rue de la Préfecture – 21000 DIJON

Mariée à Monsieur Hubert ROUY sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître REGENT, Notaire Associé à PARIS, le 7 décembre 1976, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de PARIS 7<sup>ème</sup> le 22 décembre 1976.

Ci-après dénommée "le CESSIONNAIRE"

D'AUTRE PART

ont procédé de la manière suivante, à une cession de parts sociales consentie par Monsieur Hubert ROUY à Madame Geneviève ROUY

### I - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Hubert ROUY cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Madame Geneviève ROUY, qui accepte, la pleine propriété de QUATRE VINGT (80) parts, numérotées de 101 à 180, qu'il détient dans la Société SOREFI dont le siège social est à DIJON (21000), 18 Boulevard de Brosses – « Elysée de Brosses », immatriculée au RCS de DIJON sous le n° B 317 784 361.

### II - PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

/ 5

**FACE ANNULÉE**  
Art. 905 du C.G.I.  
Arrêtés du 20 Mars 1958

**III - PRIX**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le franc symbolique que Madame Geneviève ROUY a payé ce jour au comptant à Monsieur Hubert ROUY, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

**IV - ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parts présentement cédées ont été reçues par Monsieur Hubert ROUY en contrepartie de l'apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

**V - DISPENSE D'AGREMENT**

Le cessionnaire étant associé de Monsieur Hubert ROUY, la présente cession n'est pas soumise à l'agrément des associés comme prévu par l'article 11 des statuts.

**VI - FORMALITES**

La présente cession sera rendue opposable à la société par son transfert sur les registres de cette dernière.

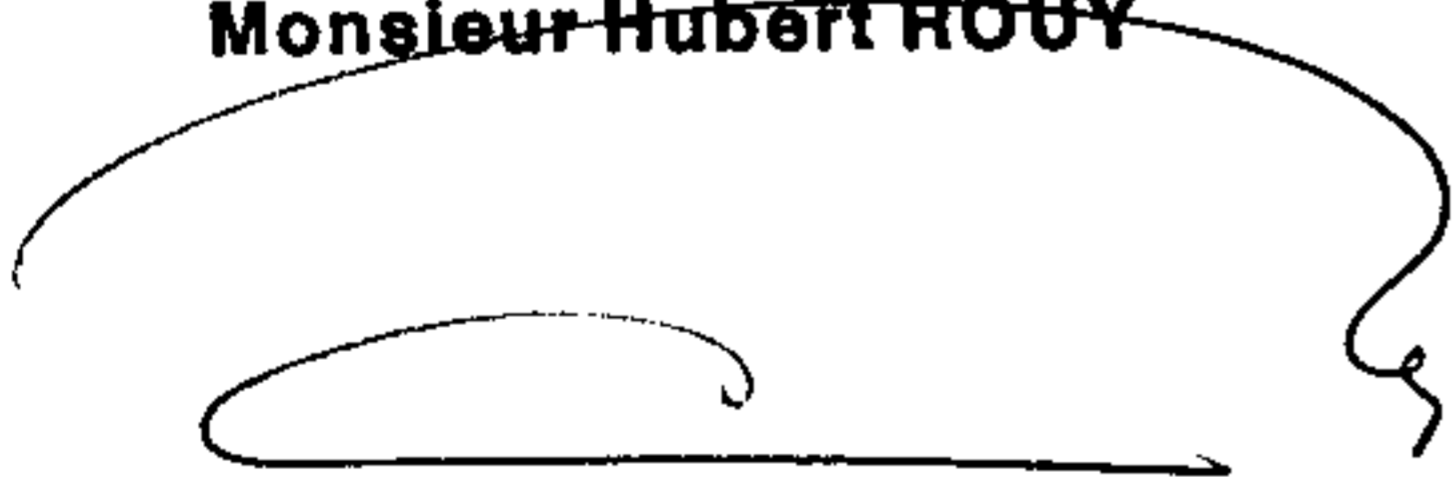
Elle ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et qu'après dépôt au greffe du tribunal de commerce, en annexe au registre du commerce et des sociétés, de deux originaux du présent acte.

**VII - FRAIS**

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Dijon  
Le 24 / 01 / 06  
En cinq originaux

**Monsieur Hubert ROUY**



**Madame Geneviève ROUY**

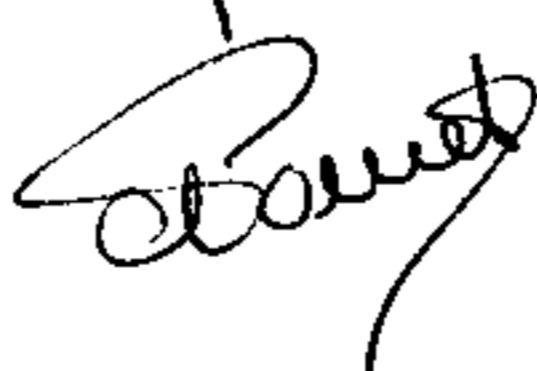


**VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A DIJON NORD**

Le 25 JAN. 2006 Bord. n° 79/10

Reçu : trois cents francs

E 100  
T 200  
300



**FACE ANNULÉE**  
Art. 905 du C.G.I.  
Arrêtés du 20 Mars 1958

Déposé au Greffe du Tribunal  
de Commerce de Dijon

le ..... 16 FEV. 2000 le n° A 629

**SOCIETE DE REFINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION  
SOREFI**

SARL au capital de 50.000 F  
Siège social : 18 Boulevard de Brosses  
21000 DIJON  
R.C.S. DIJON B 317 784 361

**DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 25 JANVIER 2000**

L'an deux mille, le 25 janvier, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation de la Gérance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Hubert ROUY, Gérant.

Sont présents ou représentés les associés suivants :

- Monsieur Hubert ROUY  
propriétaire de..... 100 parts
- Madame Geneviève ROUY  
propriétaire de..... 100 parts

Soit 200 parts sur un total de 200 parts composant le capital social.

En conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- une copie de la lettre de convocation remise en mains propres à chaque associé ;
- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions soumises au vote.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, ce dont l'assemblée lui donne acte à l'unanimité.

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée qu'elle s'est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de l'article 7 – CAPITAL SOCIAL - des statuts, consécutive à une cession de parts sociales ;
- Pouvoirs pour accomplir les formalités.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la gérance.

Après discussion et personne ne demandant plus la parole, le président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour :

## **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance d'un acte de cession de QUATRE VINGT (80) parts intervenu ce jour entre Monsieur Hubert ROUY et Madame Geneviève ROUY, décide de modifier comme suit l'article 7 – CAPITAL SOCIAL - des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

### **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 Frs), divisé en DEUX CENTS (200) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX CENT CINQUANTE FRANCS (250 Frs) chacune, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 200.

Par suite des apports ci-avant constatés et de la mutation de part intervenue depuis lors, ces parts sociales sont réparties entre les associés comme suit :

- à Monsieur Hubert ROUY, à concurrence de cent parts sociales numérotées de 1 à 100, ci .....	100 parts
- à Madame Geneviève ROUY, à concurrence de cent parts sociales numérotées de 101 à 200, ci .....	100 parts
	-----
Total égal au nombre de parts composant le capital social : DEUX CENTS PARTS, ci.....	200 parts

Conformément à l'article 423 de la loi du 24 juillet 1966, les associés déclarent expressément que les parts sociales sont intégralement libérées et sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée générale délègue tous pouvoirs à Monsieur Hubert ROUY à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée après rédaction et signature du présent procès-verbal par le gérant et les associés.

~~copie certifiée conforme~~





Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à responsabilité limitée qu'ils ont convenu de constituer.

ARTICLE 1er FORME

Il est formé entre les soussignés tous futurs propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par la Loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966, la Loi n° 78-9 du 4 Janvier 1978, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La construction pour son compte, directement ou sous le couvert des Sociétés Civiles Immobilières visées par l'article 3, 1 du Décret n° 72-240 du 30 mars 1972 et les textes qui lui sont ou seront postérieurs, d'immeubles dont les trois quarts de la superficie seront réservés à l'habitation au sens de la Loi n° 71-506 du 29 Juin 1971 ;

- La vente en totalité ou par fraction de ces immeubles ou des droits sociaux les représentant ;

- La prise de participation, dans la limite de dix pour cent de ses fonds propres, dans des Sociétés ou Entreprises exerçant les activités de l'article 3,2 du Décret précité ;

- Et, en général, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, dès lors qu'elles sont nécessaires à la réalisation de son objet social dans le cadre de la Loi n° 71 - 506 du 29 Juin 1971 et des textes qui lui sont ou seront postérieurs.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société prend la dénomination de SOCIETE DE REFINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION "SOREFI".

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications, et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée", ou des initiales "S.A.R.L.", et de l'énonciation du capital social.

.../...

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à DIJON (21000) 1, rue de Bellevue

Il pourra être transféré en toute autre localité du département par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La société est constituée pour une durée de cinquante années ..... qui commencera à courir à compter de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 - APPORTS

1 - A sa constitution, il a été fait à la Société les apports suivants :

- Monsieur Hubert ROUY, la somme de DIX HUIT MILLE FRANCS, ci... 18.000 F
- Madame ROUY, la somme de DEUX MILLE FRANCS, ci ..... 2.000 F

2 - Aux termes des délibérations d'une assemblée générale extraordinaire du 8 Octobre 1988, le capital social a été augmenté de TRENTE MILLE FRANCS par prélèvement sur la réserve spéciale des profits de construction, ci..... 30.000 F

TOTAL EGAL au montant du capital social, ci ..... 50.000 F  
=====

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 Frs), divisé en DEUX CENTS (200) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX CENT CINQUANTE FRANCS (250 Frs) chacune, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 200.

Par suite des apports ci-avant constatés et de la mutation de part intervenue depuis lors, ces parts sociales sont réparties entre les associés comme suit :

- à Monsieur Hubert ROUY,  
à concurrence de cent parts sociales  
numérotées de 1 à 100, ci ..... 100 parts

- à Madame Geneviève ROUY,  
à concurrence de cent parts sociales  
numérotées de 101 à 200, ci ..... 100 parts

-----  
Total égal au nombre de parts composant le capital social :  
DEUX CENTS PARTS, ci ..... 200 parts

Conformément à l'article 423 de la loi du 24 juillet 1966, les associés déclarent expressément que les parts sociales sont intégralement libérées et sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

.../....

)

#### ARTICLE 8 - COMPTES-COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé aura la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte-courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant, et soumise ultérieurement à l'approbation de l'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après.

Les intérêts des comptes-courants seront portés dans les frais généraux de la Société.

Ces comptes courants libres ne pourront jamais être débiteurs.

#### ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime, et attribuées en représentation d'apport en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon les modalités qu'elle détermine, en se conformant aux prescriptions des articles 61 et 62 de la Loi du 24 Juillet 1966.

Il peut également être augmenté, en vertu d'une semblable décision, par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles ou par leur affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

II - Le capital peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des associés, pour cause de pertes ou par voie de

.../...

remboursement ou de rachat partiel de parts, et au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts, sans toutefois que le capital social ou la valeur nominale des parts puisse être réduit au-dessous des minima fixés par la Loi.

Si, à la suite de pertes, le capital est ramené à un montant inférieur au minimum légal, la réduction doit être suivie dans le délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum, à moins que, dans le même délai, la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital minimum. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

III - Le capital social peut également, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être amorti en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autres que la réserve légale.

Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties, perdent, à due concurrence, leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous les autres droits.

IV - Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts, ou droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

#### ARTICLE 10 - PARTS SOCIALES

I - Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création ; mention de leur libération et de leur répartition doit être portée dans les statuts. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Elles sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire dûment signifiée à la Société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de cette dernière.

II - Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la Société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelques mains qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions

régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants-cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

#### ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la Société qu'après qu'elle lui a été signifiée ou qu'elle l'a acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après dépôt, en annexe au registre du commerce, de deux expéditions ou de deux originaux desdits actes de cession.

II - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société et, au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues aux deux alinéas qui précèdent n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition, toute-

fois, qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il les ait recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint, ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts, objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tout mode de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

III - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Dans ce cas, les nouveaux propriétaires devront, dans les plus courts délais, justifier à la Société de leur état civil, de leurs qualités et de la propriété des parts sociales à eux transmises, par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants. Jusqu'alors, les parts ne pourront pas être représentées aux décisions collectives.

Quant aux transmissions de parts sociales par voie de legs, elles pourront s'effectuer librement si le ou les légataires ont, en outre, la qualité d'héritiers du défunt.

A défaut, elles seront soumises à l'agrément et, éventuellement au droit de rachat des associés ou de la Société, le tout dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus, sous le paragraphe II. Et si, à défaut d'agrément aucune solution de rachat n'est intervenue dans les délais impartis, la mutation des parts pourra s'effectuer librement au profit du ou des légataires.

#### ARTICLE 12 - GERANCE

I - La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les associés dans les statuts ou par un acte postérieur, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

Les associés nomment comme premier gérant Monsieur Hubert ROUY, associé, lequel déclare accepter ces fonctions.

Cette nomination est faite sans limitation de durée.

II - Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis à vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoir ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeuble, fonds de commerce, tous emprunts autres que les crédits bancaires ou les dépôts de sommes en comptes courants par les associés, toute constitution d'hypothèque ou de nantissement, la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et, s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

III - Sauf décision contraire des associés prise à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

IV - Le gérant ou, s'ils sont plusieurs, les gérants, agissant conjointement, peuvent sous leur responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs, spéciale et temporaire.

V - Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Ils peuvent être révoqués par décision des associés ou de justice dans les conditions prévues par l'article 55 de la loi du 24 Juillet 1966.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la Société, les gérants de droit ou de fait, apparents ou occultes, rémunérés ou non, peuvent être déclarés responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la Loi du 13 Juillet 1967.

VI - Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements sur justifications.

#### ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

I - Les décisions collectives des associés sont prises en

.....

7

assemblées générales ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toute autre décision si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital, ou la moitié en capital.

II - En cas de réunion d'une assemblée générale, les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours francs à l'avance, par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux visés à l'article 17 ci-après sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Les associés peuvent aussi être convoqués verbalement s'ils sont tous présents ou représentés à l'assemblée.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs, à compter de la date de réception des projets de résolution, pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non" ; la réponse est adressée à la Société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

III - Chaque associé a droit de participer aux décisions

.../...

7

.../...

collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé ou par son conjoint justifiant d'un pouvoir spécial.

---

---

IV - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la Loi, savoir :

a) les décisions qualifiées d'ordinaires, c'est-à-dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes les questions n'emportant pas, directement ou indirectement, modification des statuts qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social ; si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

b) toutes autres décisions, qualifiées d'extraordinaires, c'est-à-dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société ou la transformer en Société en nom collectif, en commandite simple, ou en commandite par actions, et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en Société Anonyme, ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la Société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

c) les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la Société

.../...

9

ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

V - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur, et signé par le ou les gérants.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous la forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux constatant des décisions collectives à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

#### ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la Loi, la Société sera pourvue, dans les plus courts délais, à l'initiative de la gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la Loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

#### ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt.

#### ARTICLE 16 - INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN

Les écritures de la Société sont tenues conformément aux Lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits, et le bilan, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

7/...

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois, en cas de proposition de modification, l'assemblée générale des associés, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles et sur rapport de la gérance, se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE 17 - APPROBATION DES COMPTES -  
DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits, et le bilan, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit les questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre, et à toute époque, prendre par lui-même, et au siège social, connaissance des comptes d'exploitation générale, compte des pertes et profits, bilan, inventaire, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES GERANTS  
OU ASSOCIES - INTERDICTION D'EMPRUNT.

I - Le Gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

.../...

7

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leur effet, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant, ou associé de la société à responsabilité limitée.

II - A peine de nullité du contrat, il est interdit au gérant ou associé de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte-courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

#### ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des dispositions de l'article 16 ci-dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenables de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, ou les reporter à nouveau.

#### ARTICLE 20 - PERTE DES TROIS QUARTS DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la Société devient inférieur au quart du

capital social, la gérance et, à son défaut le commissaire aux comptes s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, l'actif n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la Loi.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce une action en dissolution de la Société.

#### ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

A l'expiration de la durée de la Société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective des associés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la Loi du 24 Juillet 1966.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

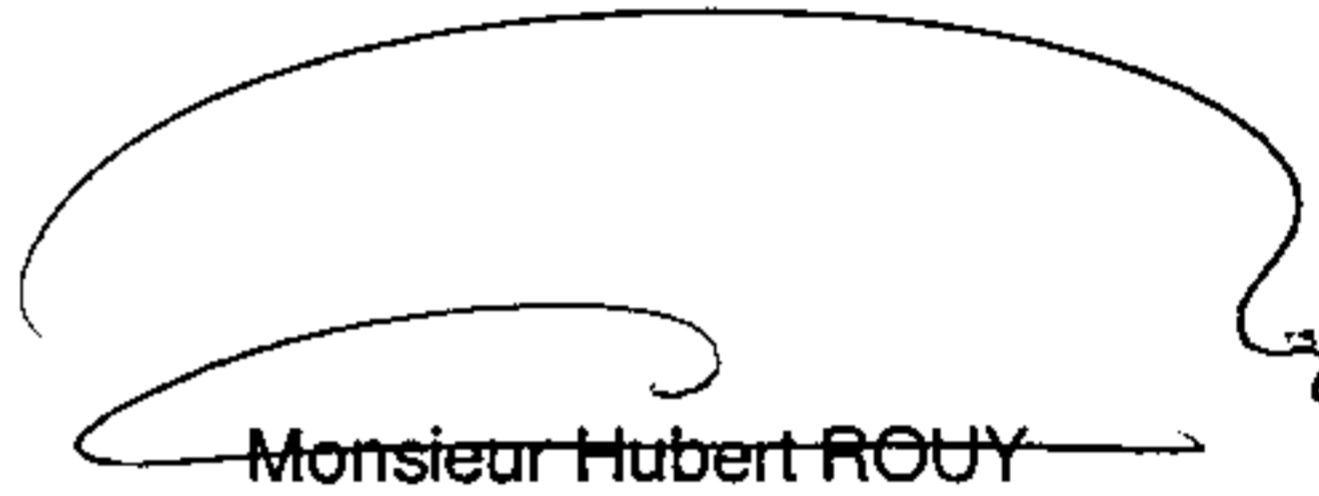
#### ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social; à cet effet, en cas de contestation, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations seront régulièrement faite à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel; à défaut de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Statuts modifiés suite à l'Assemblée  
Générale Extraordinaire du 25 janvier 2000

Le Gérant,

**Copie certifiée conforme**



Monsieur Hubert ROUY